



Un mouvement de grève inédit en cours dans l'édition scientifique

Antoine Oury - 19.02.2020



Depuis plusieurs mois, de nombreux secteurs voient une partie des travailleurs se mobiliser contre la réforme des retraites décidée par le gouvernement d'Emmanuel Macron. Même l'édition scientifique s'y est mise, avec des débrayages constatés chez OpenEdition, plateforme de diffusion de revues spécialisées en sciences humaines et sociales, et au sein de comités de rédaction de revues académiques.



Manifestation du 24 janvier 2020 contre le projet de réforme des retraites

(photo d'illustration, Jeanne Menjoulet, CC BY 2.0)

Le projet de réforme des retraites porté par le gouvernement, pour mettre en place un système universel très critiqué, poursuit sa route, mais les opposants ne renoncent pas pour autant : ce jeudi 20 février marque la dixième journée de mobilisation générale, avec un appel à la convergence des luttes lancé par l'intersyndicale.

Depuis le 5 décembre et le début du mouvement de résistance à la réforme, un comité de mobilisation réunissant des membres du personnel, syndiqués ou non syndiqués, prépare une action au sein de la plateforme de diffusion de revues académiques OpenEdition.

Basée à Marseille, sous la tutelle du CNRS, de l'EHESS, de l'Université d'Aix-Marseille et de l'Université d'Avignon, la plateforme s'est imposée depuis 2011 comme un des principaux portails scientifiques en France, et représente une solide tête de pont pour l'édition ouverte. Mais les employés d'OpenEdition, comme ceux d'autres secteurs en France, ont décidé d'un débrayage.

« *Le 17 décembre, nous avons effectué un blocage de 24 heures de la plateforme, avec une redirection des visiteurs vers un texte traduit en 6 langues qui exprimait notre solidarité avec tous les personnels en lutte* »,

explique un membre du personnel. « *Ce blocage a eu un effet inédit, c'est la première fois qu'une telle action était menée.* »

« *Nous sommes tous visés par cette réforme des retraites, c'est la raison pour laquelle nous avons voulu marquer notre solidarité avec tous les travailleurs, dans le public comme dans le privé. Nous sommes opposés à cette régression sociale sans précédent qui aurait lieu avec la réforme des retraites, surtout après la réforme de l'assurance-chômage de l'année dernière et, peut-être, celle de l'assurance santé qui pourrait survenir l'année prochaine* », nous explique-t-on.

Les revues scientifiques dans le cortège

Le 6 janvier 2020, les travailleurs mobilisés d'OpenEdition découvrent avec un plaisir non dissimulé un communiqué de la revue *Genèses* (Belin), diffusée par Cairn, l'équivalent privé de leur plateforme. Dans celui-ci, le comité de rédaction annonce qu'« *à partir de maintenant et jusqu'à nouvel ordre, le comité n'examinera aucun article et aucune proposition de dossier* », pour soutenir et participer aux luttes en cours.

Rapidement, la mobilisation s'étend, et de plus en plus de comités de rédaction se joignent au mouvement : le 28 janvier, Le Monde publie une tribune signée par les comités de rédaction de 70 revues, contre la réforme des retraites et le projet de loi de programmation pluriannuelle de la recherche (LPPR). « *Notre lutte doit être aussi numérique* », soulignent les « *travailleur-es de l'enseignement supérieurs et de la recherche* » dans un autre texte.

L'existence de nos revues relève d'une économie de la connaissance efficace. Ce sont des scientifiques, dont une partie conséquente sont des agents publics, qui évaluent les textes, les discutent, les amendent ou les rejettent, pour finalement publier les travaux susceptibles de contribuer à la connaissance collective. Ces travaux bénéficient ensuite du travail de mise en forme, réalisé par des professionnels formés aux métiers de la documentation et de l'édition qui ont des statuts variés, du fonctionnariat au CDD. Enfin, ce sont surtout les bibliothèques universitaires, organismes publics, qui achètent les revues à l'unité ou en bouquets par des plates-formes numériques. *Tribune collective dans Le Monde, 28 janvier 2020*

Pour les comités de rédaction et travailleurs du secteur, « *un retrait de la réforme des retraites serait un préalable à une meilleure lutte contre la nouvelle loi sur la recherche, qui relève de la même logique, mais vise particulièrement la recherche et l'enseignement supérieur* ».

La « *fragilisation toujours plus forte du service public* », dénoncée dans la tribune publiée dans Le Monde, s'observe notamment au sein d'OpenEdition, qui réunit un effectif d'une cinquantaine de personnes : fin décembre dernier, « *trois d'entre elles n'ont pas vu leur contrat reconduit, alors que le CNRS est habituellement* », nous assure-t-on, « *privilegié dans l'octroi des postes* ». D'ici la fin de l'année, les employés s'attendent à d'autres non-reconductions, avec un financement structurant qui devrait toucher à son terme.

À Marseille, les libraires Actes Sud mobilisés contre la réforme des retraites

« *Parmi les problèmes spécifiques à OpenEdition, il faut noter le malaise produit par la friction entre le temps long des projets de recherche et les temps très courts des CDD et autres statuts précaires* » : l'effectif d'OpenEdition compterait environ 60 % de contractuels, en plus des stagiaires, nous indique un proche du dossier. Nous avons tenté de joindre le CNRS, sans succès pour le moment.

The screenshot shows the OpenEdition website interface. At the top, there is a navigation bar with links for 'OpenEdition Books', 'OpenEdition Journals', 'Calenda', 'Hypothèses', and 'Lettre'. Below this is a search bar and a language selector (DE, EN, ES, FR, PT). The main content area features the 'calenda' logo and a banner for 'ÉVÉNEMENTS' with '43 963 ÉVÉNEMENTS'. A modal window is overlaid on the page, containing the following text:

OpenEdition, labo en lutte !
Les personnels d'OpenEdition en lutte restent mobilisés pour le retrait du projet de réforme des retraites et se joignent au mouvement de protestation contre la loi française de programmation pluriannuelle de la recherche en préparation.
Cette réforme et ce projet de loi vont dans le sens d'une précarisation croissante de nos existences, que nous subissons déjà depuis de nombreuses années et dont nous ne voulons plus.

A 'Fermer' button is located in the top right corner of the modal window.

Below the modal window, a calendar for 'FÉVRIER 2020' is visible, along with several article teasers under the heading 'APPEL À CONTRIBUTION'.

Une fenêtre modale précise les revendications des membres du personnel en lutte

La mobilisation des revues et des plateformes de diffusion devrait se poursuivre, alors que le projet de réforme des retraites est examiné par l'Assemblée nationale. Sur un certain nombre de sites satellites d'OpenEdition apparaissent, à l'ouverture de la page d'accueil, une fenêtre modale qui fait état des revendications des personnels en lutte.